

Dans les prisons palestiniennes, les pratiques de torture perdurent

lundi 3 décembre 2018, par [NAWFAL Aziza](#) (Date de rédaction antérieure : 30 novembre 2018).

Les violations des droits de l'homme restent monnaie courante dans les prisons palestiniennes, et cela malgré les dénégations officielles et les dizaines d'accords signés interdisant ces pratiques, selon le journal Daraj, qui a rencontré des victimes.

Noha, 10 ans, n'arrive pas à se contenir quand elle commence à nous raconter ce qu'elle a vécu : *"Mon grand-père était en train de boire son café quand les agents de police de l'Autorité ont frappé à la porte. Ils sont entrés, ils ont commencé par taper sur mon oncle, puis ils ont pris mon grand-père pour le frapper à son tour."* Elle s'effondre en larmes, puis quitte la pièce, qui donne sur la grande cour intérieure de la maison, une vieille maison de Naplouse. Sa mère nous explique qu'elle fait des cauchemars et des crises d'angoisse à chaque fois qu'elle entend frapper à la porte. *"Pourquoi vous ne l'emmenez pas chez le psychiatre ?"* lui demandé-je. *"Nous devrions tous y aller. Personne ne va bien ici. Notre foyer est dévasté."*

Le jour fatidique est celui où a été arrêté son beau-père, Ahmed Halawa [en août dernier]. Il a ensuite été torturé par les services de sécurité palestiniens. Il n'a pas fallu une heure pour qu'on annonce son décès dans les locaux de la police. La nouvelle a mis en émoi l'opinion publique de Naplouse. Il y a eu des manifestations, et une commission d'enquête a été constituée pour acter les actes de torture et pour appeler à ce que les auteurs soient jugés.

Coup fatal à la nuque

Abderrahim, le gendre d'Ahmed Halawa, a également été témoin de l'arrestation : *"J'étais chez ma belle famille quand Ahmed est arrivé à la maison. Il était là depuis moins d'une heure quand on a à nouveau frappé à la porte. Cette fois-ci, c'étaient des hommes de la police, qui étaient à sa recherche. Ils n'ont pas attendu qu'on ouvre, mais ont pris d'assaut la maison. Ils se sont rués sur Ahmed pour le traîner jusqu'à leur véhicule, tout en le frappant sauvagement."*

Ahmed était soupçonné [d'avoir assassiné deux policiers]. Pendant tout le trajet vers la prison d'Al-Juneid [à Naplouse], il a été exposé aux coups et son décès a été annoncé dès l'arrivée. Selon le rapport médico-légal, il a reçu des coups sur tout le corps, dont un coup fatal avec un objet contondant sur la nuque.

Son cas met en lumière les tortures dans les prisons de l'Autorité palestinienne, tortures qui varient en fonction de la situation politique et qui ont été particulièrement graves après la crise provoquée par la scission entre le Fatah en Cisjordanie et le Hamas à Gaza, en 2007. Rien de nouveau donc, si ce n'est que, selon les organisations des droits humains, la torture n'a jamais cessé depuis la création de l'Autorité palestinienne. Et cela malgré les dénégations tout aussi constantes de l'Autorité et malgré les dizaines d'accords internationaux interdisant cette pratique.

À LIRE AUSSI [Dans nos archives. Enquête : le cauchemar des jeunes prisonniers palestiniens](#)

En l'occurrence, la commission d'enquête n'a pas déterminé les raisons du décès d'Ahmed, ni les responsables parmi les membres des services de sécurité. Dans un cas semblable, celui de Majd Al-Barghouthi, mort en détention à Ramallah en 2008, une commission d'enquête présidée par le D'Hassan Kharisha a conclu qu'il a été soumis à des séances de *"torture consistant à le suspendre par les mains les bras dans le dos, à l'exposer à du grand froid et à lui asséner des coups sur les membres"*, et cela de manière continue et préméditée, aboutissant à son décès. Kharisha s'était alors entretenu avec des codétenus de la victime, qui lui rapportaient qu'il *"criait de douleur jour et nuit"*.

Entre 2008 et 2016, il y a eu des centaines de cas de torture, sans que les victimes n'aient eu le courage de porter plainte, de peur de faire l'objet de poursuites ou de se faire arrêter. Moi, en tant que journaliste, j'ai contacté sept personnes. Mais quand je me suis présentée en tant que journaliste, j'ai essuyé des refus de parler. Ainsi, j'ai voulu rencontrer un jeune homme, qu'on appellera M, de la région d'Anata [près de Jérusalem, en Cisjordanie]. Son cas est toujours en cours devant la justice. C'est le frère de M qui nous a raconté au téléphone comment celui-ci a été torturé dans une prison de l'Autorité palestinienne à Ramallah, en raison d'une accusation d'ordre criminel. Il avait dû être transporté à l'hôpital, mais n'a pas été relâché comme l'avaient demandé ses avocats, mais ramené à la police.

Nous nous sommes mis d'accord pour nous rencontrer, pour parler avec M et aussi prendre connaissance du rapport médico-légal. Sauf que, par la suite, M n'a plus répondu au téléphone. Or il se trouve qu'au même moment un film a été projeté sur la torture en prison. Il montre entre autres le cas d'Ibrahim Hazboun, de Jénine. Il a été torturé pendant quarante-cinq jours dans une des prisons de la ville, ce qui lui a laissé des séquelles à la main. Il témoigne qu'il a subi *"des électrocutions et frappes sur la plante des pieds"*.

Lui aussi a été attaché par les poignets, puis suspendu les mains dans le dos, pour des durées d'une à deux heures. Il a également été privé de boisson et de la possibilité d'aller aux toilettes pendant des séances d'interrogatoire qui pouvaient durer jusqu'à huit heures. Au bout de neuf jours, alors qu'il commençait à avoir du mal à bouger sa main et à perdre connaissance à répétition, l'enquêteur a commencé à le priver de sommeil : *"Il a dessiné une échelle sur le mur en me disant qu'il me laisserait dormir dès l'instant où je serais capable de la monter."*

"Ils m'ont accueilli par des gifles"

Nous avons également pu parler à un étudiant à l'université An-Najah, du nom de Bara Nawwaf Ibrahim Amer, 22 ans. Il a été arrêté deux fois par les mukhabarat [services du renseignement intérieur] à Naplouse, en 2015 et en 2017. Quand il parle, la tension est palpable. À un moment, il nous dit : *"Quand j'évoque ces choses, j'ai l'impression que l'enquêteur est là devant moi, et je sens à nouveau la douleur des coups."*

Il a été arrêté une première fois le 27 août 2017 à la sortie de l'université, pour cause d'appartenance à un mouvement islamiste. Les policiers étaient en civils et se sont contentés de montrer leurs armes pour indiquer qu'il fallait leur obéir : *"Pendant tout le trajet jusqu'à la prison, ils m'ont insulté. Et à l'arrivée, ils m'ont accueilli par des gifles."*

Puis il a été attaché, les mains dans le dos. L'enquêteur a commencé de l'interroger, en tirant un peu plus la corde à chaque question, provoquant une douleur croissante. *"Ça a duré six heures, et à la fin j'étais suspendu en l'air comme une bête à l'abattoir."* À nouveau, on a commencé à le taper, pour finalement l'emmener dans sa cellule à 1 heure du matin. Ils l'ont étendu sur le lit, ont surélevé ses jambes et l'ont frappé sur la plante des pieds. Tout cela le premier jour, et avant même l'ouverture d'une procédure.

À Gaza, la situation n'est pas meilleure. Dans ce territoire, contrôlé par le Hamas, les services de la sécurité intérieure pratiquent eux aussi couramment la torture. Ainsi, le cas du journaliste Mohamed Othman à Gaza ressemble beaucoup à celui d'Amer en Cisjordanie.

Ayant obtenu l'asile politique en Belgique, Othman (31 ans) raconte qu'il a été arrêté en septembre 2016, quand des hommes en armes ont fait irruption dans sa maison : *"Arrivé au poste de police, on m'a demandé de révéler mes sources pour une enquête que je menais sur les rouages d'un gouvernement de l'ombre du Hamas."* Après avoir refusé de coopérer, il a été torturé pendant vingt-quatre heures. Depuis, il a pu quitter le territoire, mais continue de craindre pour sa femme et ses trois enfants, toujours sur place, à Gaza.

Aziza Nawfal

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/dans-les-prisons-palestiniennes-les-pratiques-de-torture-perdurent>